



**eurogip**

Comprendre les risques professionnels en Europe  
Understanding occupational risks in Europe

# eurogip 2008



**RAPPORT D'ACTIVÉS  
ACTIVITY REPORT  
2008**

## **glossaire / glossary**

<b>AT</b>	Accidents du travail / Accidents at work
<b>CAT-MP</b>	Commission des accidents du travail et des maladies professionnelles / Accidents at work and Occupational diseases Commission
<b>CGSS</b>	Caisse générale de la Sécurité sociale (dans les DOM-TOM) / Overseas Health Insurance Fund
<b>CNAMTS</b>	Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés / National Health Insurance Fund for Employees
<b>CRAM</b>	Caisse régionale d'assurance maladie / Regional Health Insurance Fund
<b>CTN-CTR</b>	Comité technique national - Comité technique régional / National Technical Committee - Regional Technical Committee
<b>DRP</b>	Direction des risques professionnels de la CNAMTS / the Occupational Risks Department of the CNAMTS
<b>ETUI-REHS</b>	European Trade Union Institute (ETUI) - Research, Education Health and Safety - Institut syndical européen pour la Recherche, la Formation et la Santé et Sécurité
<b>INRS</b>	Institut national de recherche et de sécurité / National Research and Safety Institute
<b>KAN</b>	Kommission Arbeitsschutz und Normung - Commission pour la sécurité et santé au travail et la normalisation / Commission for Occupational Health and Safety and Standardization
<b>MP</b>	Maladies professionnelles / Occupational Diseases
<b>SST</b>	Sécurité et santé au travail / Safety and Health at Work



page

**sommaire**

EUROGIP en bref	4
Le mot du Directeur	5
L'équipe	5
Les activités d'EUROGIP	6
Les points majeurs de l'année 2008 par activité	
Les enquêtes	7
Les projets	10
L'information et la communication	12
La normalisation	14
La coordination des organismes notifiés	16

**contents**

EUROGIP in short	18
A word from the Managing Director	19
The team	19
EUROGIP activities	20
Highlights of 2008 by activity	
Surveys	21
Projects	24
Information and communication	26
Standardisation	28
Coordination of notified bodies	30

## EUROGIP en bref

### La Branche AT-MP de la Sécurité sociale

gère l'assurance contre les accidents du travail et de trajet (AT) et les maladies professionnelles (MP) des salariés du régime général (industrie, commerce et services) et met en œuvre la politique de prévention des risques professionnels.

Elle regroupe :

- la Direction des risques professionnels (DRP) de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS),
- les services prévention et tarification des Caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et des Caisses générales de Sécurité sociale (CGSS),
- l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS),
- les services de prestations des Caisses primaires d'assurance maladie (CPAM) et des CGSS,
- le Service médical à l'échelon national (ENSM), régional (DRSM) et local (ELSM),
- EUROGIP.

### Mission

Animer, coordonner et développer au plan européen les actions de la Branche AT-MP (voir ci-contre) de la Sécurité sociale française

### Statut

Groupement d'intérêt public (GIP) constitué par la CNAMTS et l'INRS

### Date de création

Novembre 1991 - Mandat de 10 ans renouvelé en septembre 2001

### Administration

Conseil paritaire composé de 10 membres titulaires représentant les employeurs et les organisations syndicales (6 administrateurs sont nommés par la CNAMTS et 4 par l'INRS)

### Effectif

13 personnes

### Ressources

70 % environ proviennent du Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (alimenté par les cotisations payées par les entreprises) et 30 % de contrats signés avec les pouvoirs publics français et les autorités communautaires



## Le mot du directeur

“ Actualiser et enrichir la connaissance sur les actions de prévention et les systèmes d’assurance AT-MP européens est une mission permanente d’EUROGIP.

L’année 2008 a été marquée par la publication d’un rapport attendu sur les maladies professionnelles en Europe, travaux qui résultent d’un important travail mené avec le concours du Forum européen de l’assurance AT-MP. Il permet d’observer l’évolution des maladies professionnelles en Europe dont la dynamique de hausse est soutenue depuis plusieurs années ainsi que les réformes intervenues chez nos voisins européens.

Parallèlement, EUROGIP a investi de nouvelles problématiques qui sont liées à l’évolution du monde du travail et qui présentent des enjeux majeurs en termes de prévention. C’est le cas, par exemple, du développement des emplois de service, générateurs de nombreux risques professionnels. La thématique spécifique de l’aide à la personne était ainsi au centre des Débats 2008 d’EUROGIP et fera l’objet d’un rapport dans les mois à venir.

De nouveaux champs comparatifs, encore peu exploités, ont également été lancés, comme celui des statistiques “accidents du travail et maladies professionnelles” dans les pays de l’UE, avec la création d’une nouvelle collection “Point statistique AT-MP”. Des travaux plus techniques ont été menés sur la codification statistique des accidents du travail au regard du règlement européen portant sur ce thème.

Au-delà des sujets d’étude ou d’enquête, EUROGIP a confirmé son implication dans les relations extérieures au plan européen et dans la conduite de projets associant des partenaires de différents pays, qui constituent un des axes importants de son activité. Cela s’est traduit par la signature de deux contrats le liant avec la Commission européenne et l’Agence européenne de Bilbao.”

Raphaël Haeflinger

## L’équipe

De gauche à droite  
Debout :

**Nassira Aounallah**

**Isaure Poussielgue**

**Catherine Lecoanet**

**Gilbert Bienveignant**

**Viviane Dubois**

**Jean-Loup Wannepain**

**Marie-Amélie Buffet**

**Christine Kieffer**

**Raphaël Haeflinger**

**Christèle Hubert**

Au 1<sup>er</sup> rang :

**Virginie Pluot**

**Isabelle Leleu**

Absente sur la photo :

**Marja-Leena Porsanger.**



## Les activités d'EUROGIP

### ▶ Les enquêtes

EUROGIP réalise des enquêtes comparatives sur les risques professionnels en Europe à la demande de ses membres fondateurs - la CNAMTS\* et l'INRS\* - et dans le cadre du Forum européen de l'assurance accidents du travail - maladies professionnelles<sup>[1]</sup>

### ▶ Les projets

EUROGIP participe à des projets d'intérêt communautaire qui s'inscrivent dans le champ de ses compétences : l'assurance et la prévention des risques professionnels en Europe.

### ▶ L'information et la communication

Site Internet, publications, conférences... À travers divers supports, EUROGIP contribue à mieux faire comprendre les différentes actions mises en œuvre au plan communautaire et dans les pays de l'UE en matière de prévention et d'assurance des AT-MP\*.

### ▶ La normalisation

EUROGIP coordonne les travaux auxquels participent les experts de la Branche AT-MP (voir p. 4) pour l'élaboration des normes européennes et internationales intéressant la santé et la sécurité au travail.

### ▶ La coordination des organismes notifiés

Par délégation des ministères chargés du Travail et de l'Agriculture, EUROGIP assure le secrétariat des coordinations françaises des organismes notifiés pour la certification réglementaire des équipements de protection individuelle et des machines.

En savoir plus :  
[www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)

[1] Fondé en 1992, le Forum européen a pour mission de promouvoir le principe d'une assurance spécifique contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. Il compte aujourd'hui 21 organismes membres provenant de 18 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Italie, Lettonie, Luxembourg, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Suède, Suisse. Pour en savoir plus : [www.europeanforum.org](http://www.europeanforum.org).

\* Voir glossaire page 2

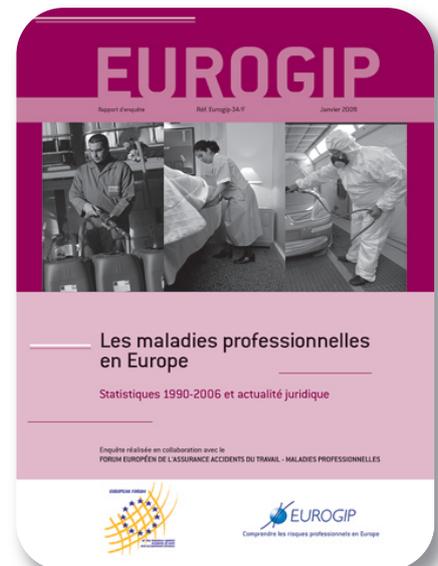
## Les points majeurs de l'année 2008 par activité : LES ENQUÊTES



### La publication du rapport "Les maladies professionnelles en Europe : statistiques 1990-2006 et actualité juridique".

C'est le 8<sup>e</sup> rapport qu'EUROGIP publie sur le thème des maladies professionnelles en Europe. Cette nouvelle étude, réalisée en collaboration avec un groupe d'experts - médecins et juristes - du Forum européen de l'assurance AT-MP (voir note p. 6), complète et met à jour les données publiées en 2002. Elle porte sur 13 pays : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède et Suisse. L'étude fait le point sur les statistiques relatives aux maladies déclarées et reconnues ainsi que sur les réformes récentes et les évolutions réglementaires significatives intervenues depuis 2002. Concernant les statistiques, l'approche comparative permet de mesurer, pour une année donnée (2006), l'incidence des maladies professionnelles dans l'ensemble des pays couverts, à population assurée comparable. La seconde approche, évolutive, permet d'apprécier les tendances dans chaque pays entre 1990 et 2006. L'étude s'intéresse ensuite aux types de pathologies les plus fréquentes dans les pays couverts.

L'étude montre que le Danemark, la France et la Suède sont les pays dans lesquels le plus grand nombre de maladies professionnelles ont fait l'objet d'une demande de reconnaissance en 2006. A contrario, au Luxembourg et au Portugal, les demandes sont les moins nombreuses. La connaissance du système qu'en ont les médecins et le grand public d'une part, l'attractivité de la démarche pour la victime d'autre part, influent principalement sur le nombre de demandes de reconnaissance enregistrées. Pour ce qui est des cas reconnus, la plupart le sont au titre des listes nationales de maladies professionnelles, lesquelles diffèrent sensiblement selon les pays. L'écart est important entre les pays comme la France et la Suède qui reconnaissent le plus de maladies professionnelles, et ceux comme le Luxembourg, l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche qui en reconnaissent le moins. En regardant l'évolution des demandes de reconnaissance et des cas reconnus entre 2002 et 2006, on a pu classer les pays en 3 groupes. Le premier comprend l'Allemagne, la Belgique, la Finlande et la Suisse, qui ont enregistré une tendance à la baisse. L'explication donnée est que les risques traditionnels liés au travail sont de moins en moins nombreux. Le deuxième groupe - Autriche, Danemark, Italie et Suède - se caractérise par une certaine stabilité. Enfin, le troisième - Espagne, France, Luxembourg et Portugal - montre une tendance à la hausse. Celle-ci s'explique par l'impact évident du contenu des listes de maladies professionnelles et des pratiques de reconnaissance, et notamment par la "généreuse" prise en compte des troubles musculo-squelettiques (TMS) dans ces pays. L'étude montre que les maladies professionnelles les plus fréquentes en 2006 sont souvent les mêmes d'un pays à l'autre, même si le rang peut différer. Une exception toutefois : les TMS. Ils représentent 85 % des



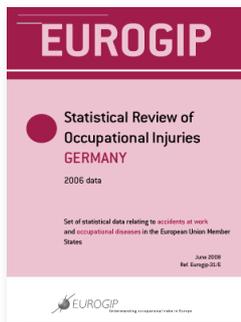
cas reconnus de maladies professionnelles en Espagne et 80 % en France. En revanche, ils ne sont pas cités parmi les maladies professionnelles les plus fréquentes en Allemagne et en Autriche. La surdité ou l'hypoacousie apparaissent également parmi les cinq pathologies les plus fréquentes dans tous les pays couverts par l'étude. Les maladies de la peau sont citées par tous les pays. Enfin, les maladies causées par l'amiante sont citées comme faisant partie des cinq pathologies les plus fréquentes par trois pays seulement : l'Allemagne, la Belgique et la France. Mais ces maladies peuvent se retrouver sous des codes statistiques plus génériques comme "maladies des voies respiratoires" dans certains pays.

"Les maladies professionnelles en Europe - Statistiques 1990-2006 et actualité juridique" - janvier 2009 - 56 pages - Réf Eurogip-34/F, à commander sur [www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)

"Les maladies professionnelles dans 15 pays européens. Les chiffres 1990-2000 - L'actualité juridique et pratique 1999-2002" - décembre 2002 - 52 pages - Réf Eurogip-01/F, à commander sur [www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)



## Une nouvelle collection : "Point statistique AT-MP"



EUROGIP a lancé une nouvelle collection : "Point statistique AT-MP" qui présente les principales données statistiques disponibles sur les accidents du travail, les accidents de trajet et les maladies professionnelles dans les pays de l'Union européenne. Les trois premiers numéros publiés en 2008 étaient consacrés à l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne.

EUROGIP exploite les données officielles des pays en les mettant en perspective selon sa connaissance du système d'assurance AT-MP en vigueur. Les données ne

font l'objet d'aucun retraitement. Les commentaires n'ont pas pour objet de rechercher les facteurs explicatifs des chiffres présentés, mais uniquement de décrire les caractéristiques sous-jacentes du système, afin de permettre au lecteur de mieux les analyser.

Le 1<sup>er</sup> document consacré à l'Allemagne a fait l'objet d'un tirage papier à titre exceptionnel ; 400 exemplaires ont été diffusés au sein de la Branche AT-MP et auprès des partenaires européens d'EUROGIP. Les "Point statistique AT-MP" sont en ligne sur [www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr).



## L'évaluation statistique du risque "machines"

Quelle est l'évolution du risque "machines" suite à la mise en œuvre des directives "conception des machines" (98/37/CE) et "utilisation des équipements du travail" (89/655/CEE) ? Telle est la question sur laquelle EUROGIP s'est penché à la demande de l'INRS\*. EUROGIP a analysé les types d'accidents du travail liés aux machines et les études réalisées sur ce thème.

Il ressort que le nombre d'accidents du travail liés aux machines a globalement baissé - en valeur absolue et en taux - sur le long terme, suivant le mouvement général de baisse de la sinistralité AT\*. Celle-ci connaît cependant un plateau depuis quelques années. Les accidents impliquant des machines restent relativement nombreux. Mais il est difficile d'obtenir des données précises car les déclarations des AT ne prennent pas toujours en compte l'élément matériel lors de la codification.

Quant aux directives, leur effet en faveur de l'émergence d'une culture de la sécurité au travail et des conditions d'un renouvellement ou de la mise à niveau du parc de machines est généralement admis. Effet bénéfique qui ne peut cependant être quantifié avec précision. Les résultats ont fait l'objet d'une diffusion restreinte.

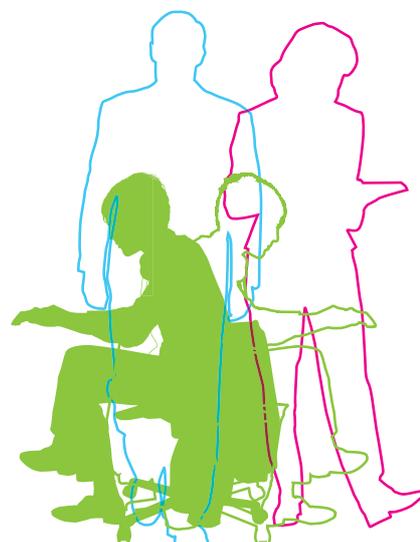
\* Voir glossaire page 2



## La traçabilité des expositions professionnelles

EUROGIP a été sollicité par la CAT-MP\* pour recueillir des informations sur les systèmes de traçabilité des expositions professionnelles à l'étranger. Une note a été présentée à la CAT-MP\* et transmise à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), chargée d'élaborer un rapport sur la question.

Les recherches d'EUROGIP ont mis en relief que la plupart des pays observés mettent en place des systèmes plus ou moins aboutis de traçabilité des expositions professionnelles principalement axés sur des postes de travail ou sur l'exposition à telle substance ou tel produit. Ces dispositifs ciblent donc généralement un aspect d'exposition particulier et résultent d'un échantillonnage. Des démarches, telles que la standardisation des remontées d'informations, le mixage de sources de données, la création d'interfaces, pour obtenir des systèmes plus robustes de suivi des expositions professionnelles, sont également mentionnés. La note d'EUROGIP signale accessoirement des systèmes d'observation de la santé et la sécurité au travail mis en place dans certains pays afin d'élaborer des modèles prédictifs d'exposition, de bien-être au travail, par des recoupements de différentes sources (enquêtes, base de données, rapports, statistiques de sinistralité...).





## Les notes thématiques mises en ligne sur le site d'EUROGIP

### L'emploi et la santé au travail des seniors en Europe

Ce document dresse un état des lieux de l'emploi des seniors en Europe et passe en revue les politiques globales destinées à améliorer leurs chances professionnelles : politiques restrictives, incitatives ou visant à promouvoir une vision plus positive du travailleur âgé. La note d'EUROGIP présente les mesures prises dans les différents pays pour augmenter le taux d'emploi des seniors, telles que l'amélioration des conditions de travail, la promotion de la santé au travail et d'un mode de vie sain, la formation et la valorisation de l'expérience. Elle comporte également un volet statistique.

[http://www.eurogip.fr/docs/Eurogip-32\\_F\\_Emploi\\_seniors.pdf](http://www.eurogip.fr/docs/Eurogip-32_F_Emploi_seniors.pdf)

### Les risques professionnels "émergents" en Europe

Le terme de "risque professionnel émergent" est fréquemment utilisé sans qu'il ne soit explicité. À la demande de la CNAMTS\*, EUROGIP a dressé une typologie des risques émergents et leur prise en compte par les organismes de prévention des États membres de l'UE. La note d'EUROGIP, élaborée à partir d'une importante documentation ainsi que des réponses à un questionnaire adressé aux homologues de la CNAMTS et de l'INRS\* et aux partenaires sociaux en Europe, traite des principaux facteurs de risques émergents : les évolutions dans l'exécution du travail, les nouvelles technologies et le développement de secteurs d'activité, l'apparition de nouveaux métiers et les évolutions démographiques. Dans une seconde partie, il est question de l'évolution des politiques de prévention.

[http://www.eurogip.fr/docs/Risques\\_emergents\\_Eurogip-16-F.pdf](http://www.eurogip.fr/docs/Risques_emergents_Eurogip-16-F.pdf)

### Les dermatoses professionnelles d'origine allergique dans le secteur de la santé

À la demande de l'INRS\*, EUROGIP a présenté un exposé sur la situation relative aux affections cutanées professionnelles dans le secteur de la santé dans quinze États membres de l'UE lors d'une réunion du Comité Santé de l'Association Internationale de la Sécurité Sociale (AISS). Cet exposé a été valorisé par une note thématique, disponible sur le site d'EUROGIP, qui présente brièvement les dermatoses professionnelles, évalue leur impact en termes statistiques et examine les principes de prévention mis en place dans le secteur de la santé.

[http://www.eurogip.fr/docs/Dermatoses\\_EUROGIP-37-F.pdf](http://www.eurogip.fr/docs/Dermatoses_EUROGIP-37-F.pdf)

### Les changements induits par la révision de la directive "Machines"

EUROGIP a apporté son soutien financier à l'impression de la version française d'un ouvrage coédité par l'ETUI-REHS\* et la KAN\* sur les changements induits par la révision de la directive "machines". La version PDF est à télécharger à partir du site d'EUROGIP.

[http://www.eurogip.fr/docs/KAN\\_EUROGIP\\_Directive\\_Machines\\_french.pdf](http://www.eurogip.fr/docs/KAN_EUROGIP_Directive_Machines_french.pdf)

## Les enquêtes lancées en 2008

### La santé et la sécurité au travail dans le secteur de l'aide à domicile en Europe

À la demande de la DRP\* et de l'INRS\*, EUROGIP a engagé une recherche documentaire sur ce thème. Un rapport sera publié en 2009. La documentation rassemblée a d'ores et déjà été mise à la disposition du Champ coordonné national "Aides et soins à la personne" piloté par la CRAM\* Languedoc-Roussillon.

### Le risque routier encouru par les salariés en Europe

En 2003, EUROGIP publiait un rapport sur ce risque qui reste préoccupant. Les accidents de la route représentent de 40 à 60 % des accidents mortels du travail et de trajet. Il a paru opportun de procéder à un nouvel état des lieux six ans après le premier rapport. Depuis 2003, la progression de la prise de conscience de la gravité du sujet est nette et le nombre d'initiatives grandissant. Les organismes chargés de la prévention des risques professionnels ainsi que le secteur associatif sont de plus en plus actifs face à ce risque. De très nombreuses entreprises mènent des actions de sécurité routière qui leur sont propres.

\* Voir glossaire page 2

## Les points majeurs de l'année 2008 par activité : LES PROJETS



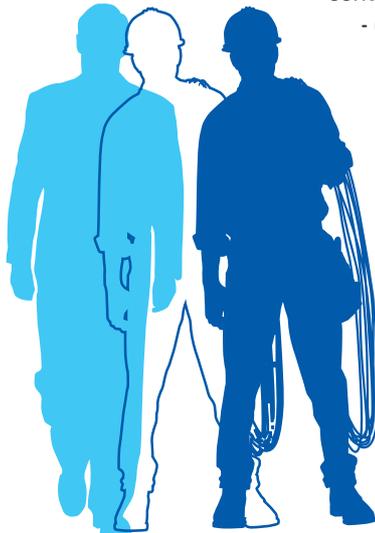
### Élaboration d'un guide de bonnes pratiques pour une meilleure compréhension et application de la directive "chantiers mobiles ou temporaires"

Fin 2007, EUROGIP a été retenu par la Commission européenne (Direction Générale Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances) pour l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques à caractère non contraignant visant une meilleure compréhension et application de la directive "Chantiers mobiles ou temporaires".

Le document est destiné aux différents acteurs du secteur de la construction concernés par la directive 92/57/CEE.

Il doit leur permettre :

- de comprendre les responsabilités et rôles de chacun, tels que prévus par la directive ;
- d'élaborer les différents documents nécessaires et obligatoires sur un chantier, tels que l'avis préalable, le plan de sécurité et de santé ou encore le dossier de suivi ;
- de réaliser l'importance de la prévention des risques et de l'appliquer dès la conception de l'ouvrage, puis durant sa réalisation ;
- de gérer les situations de sous-traitance en cascade et co-



activité sur les chantiers en garantissant les meilleures conditions de travail pour les salariés ;

- d'évaluer les risques ;
  - de choisir les bons équipements de travail en fonction des travaux à effectuer, mais également les bons équipements de protection individuelle dans le cas où les mesures collectives ne seraient pas suffisantes.
- Pour élaborer le guide de bonnes pratiques, EUROGIP a constitué une équipe de spécialistes du sujet avec un Français (CRAMIF), un Anglais (ex-HSE), un Allemand (BauBG) et un Portugais (IST). Une première version du guide a été soumise en septembre à la Commission européenne et au Comité de suivi.

En 2009, il est prévu de mettre en place un test de la version finalisée du guide sur trois chantiers de taille différente et dans trois pays européens. La version définitive du guide doit être remise à la Commission européenne en septembre 2009.



### Réflexion autour de la codification statistique des accidents du travail

En février 2007, la Commission européenne a déposé un projet de règlement visant à établir un cadre juridique pour la production systématique de statistiques dans les domaines de la santé publique et de la santé et la sécurité au travail. Le texte a été adopté fin décembre 2008. Tous les États membres de l'UE devront par conséquent fournir à Eurostat, l'Office statistique des communautés européennes, des données harmonisées respectant les méthodologies SEAT (pour les AT\*) et SEMP (MP\*).

En France, ceci suppose la mise en œuvre prochaine de la phase III de SEAT qui porte sur les causes et les circonstances des AT. Chaque État membre a le choix de travailler soit sur un échan-

tillon représentatif - c'est l'option choisie par l'Allemagne, pour 10 % (pourcentage récemment revu à la baisse) des accidents - soit sur la totalité des AT avec plus de 3 jours d'arrêt reconnus, comme en Italie. Avant de prendre l'une ou l'autre orientation, la Direction des risques professionnels de la CNAMTS\* a sollicité EUROGIP pour réaliser un benchmarking sur les options choisies par différents pays et les raisons de leur choix. Ce benchmarking a porté sur l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Finlande, l'Italie et la Suède.

Règlement n° 1338/2008 du 16/12/2008 publié au JOUE L 354 du 31/12/2008

\* Voir glossaire page 2



## Participation au centre thématique "Environnement de travail" de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail

EUROGIP participe aux travaux du Centre thématique "Environnement de travail" de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (Bilbao) depuis la mise en place de celui-ci en 2001. Le Centre thématique est un consortium d'organismes des pays européens qui est chargé de collecter, d'évaluer et de diffuser l'information sur les bonnes pratiques de prévention en vigueur dans les pays de l'UE.

Dans le cadre du programme d'activité 2008-2009 de l'Agence européenne, dont le thème principal était l'évaluation des risques et la prévention des risques pour les travailleurs du secteur de la maintenance, EUROGIP a pris part à six projets. Il s'est agi principalement de rédiger des études de cas sur différents aspects de la prévention des risques

pour les travailleurs du secteur de la maintenance et sur la prévention des troubles musculosquelettiques (TMS), ainsi que de collecter des liens Internet pour enrichir le site de l'Agence européenne.

La majorité des travaux démarrés en 2008 se poursuivent, pour s'achever à la fin du premier trimestre 2009.

Par ailleurs, le Centre thématique arrivait à la fin de son mandat. Aussi, l'Agence européenne a-t-elle lancé un nouvel appel d'offres en mai 2008. Le consortium constitué et piloté par l'Institut finlandais de santé au travail (FIOH) et auquel EUROGIP est associé, a remporté cet appel d'offres en novembre 2008 et signé un contrat pour les quatre années à venir.

## La fin du projet "Tunisie"

L'année 2008 a marqué la fin administrative du jumelage léger France-Tunisie (destiné à renforcer les capacités institutionnelles de l'Institut de santé et de sécurité au travail) et notamment d'un important travail de mise en forme des rapports d'activités et du rapport financier. Ces travaux ont mobilisé plusieurs personnes à EUROGIP jusqu'en mars 2008, pour l'audit contractuel du volet financier et aboutissant à la certification des comptes.



## Les points majeurs de l'année 2008 par activité : L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION



### Eurogip infos



Le trimestriel des risques professionnels en Europe présente les textes ou les actions en cours ou en préparation dans ce domaine, au niveau des instances communautaires comme des États membres de l'UE.

Les dossiers (rubrique "grand angle") des numéros parus en 2008 ont porté sur les thèmes suivants : Préretraite amiante : regard sur l'Italie, l'autre pays européen qui a mis en place un tel dispositif / Une conférence sur la prévention et l'in-

demnisation des troubles psychiques liés au travail en Europe / Les résultats d'une nouvelle étude sur les maladies professionnelles en Europe / Belgique : une stratégie nationale et un arrêté royal pour renforcer la sécurité et la santé au travail.

Chacun de ces dossiers peut être téléchargé gratuitement sur le site Internet d'EUROGIP. La publication est imprimée à 4 600 exemplaires, dont une très grande majorité est diffusée gratuitement aux partenaires sociaux (membres des CTN et CTR\*) et au personnel de la Branche AT-MP (cf. p4).

Abonnement à partir de [www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)



### Les newsletters d'EUROGIP

#### L'InfoMail d'EUROGIP

Cette lettre mensuelle bilingue (en français et en anglais) est disponible gratuitement, sur abonnement, à partir du site Internet d'EUROGIP. Elle connaît une progression constante du nombre d'abonnés depuis son lancement fin 2002, avec près de 2 000 lecteurs en décembre 2008. L'InfoMail d'EUROGIP annonce l'actualité relative à la législation en matière de santé et sécurité au travail, aux nouvelles publications, programmes, campagnes et stratégies. Données statistiques, actualité de la normalisation et manifestations à venir sont également au sommaire de la plupart des numéros.

#### EUROGIP les Echos

Cette lettre institutionnelle trimestrielle est disponible sur abonnement gratuit à partir du site Internet d'EUROGIP. Elle fait le point sur les activités du Groupement en mettant l'accent sur l'une d'elles à travers une interview sur le mode "3 questions à" un collaborateur d'EUROGIP.

Fin 2008, la newsletter comptait 400 abonnés.

S'abonner à l'InfoMail d'EUROGIP et à EUROGIP les Echos :  
<http://www.eurogip.fr/inscription-newsletter.php>



### La promotion d'EUROGIP et de ses activités

- À la demande de la Confédération générale du travail en Italie, EUROGIP a présenté les résultats de l'enquête sur les maladies professionnelles en Europe lors d'un congrès de médecins du travail.
- EUROGIP est intervenu dans les stages d'agrément des contrôleurs de sécurité et des ingénieurs-conseils des CRAM\* ainsi que dans les stages des nouveaux embauchés de l'INRS\*.
- En 2008, le Groupement a été sollicité par l'École nationale supérieure de Sécurité sociale (EN3S) pour encadrer une session en formation initiale qui portait sur les AT-MP\* en Europe et plus particulièrement sur les systèmes en vigueur dans les pays où les étudiants avaient effectué un stage, ainsi que pour présenter un panorama de l'assurance AT-MP dans les pays de l'UE-15.



### Les relations presse

EUROGIP communique régulièrement vers la presse spécialisée. Ainsi plusieurs articles citaient les Débats d'EUROGIP du 20 octobre sur l'aide à domicile et la prévention des risques professionnels en Europe ou annonçaient la parution de publications. De façon plus générale, des articles ont mentionné la parution du rapport annuel 2007, fait référence à EUROGIP comme source d'informations sur les risques professionnels en Europe ou citaient le Groupement à l'occasion d'articles sur la Branche AT-MP, sur les négociations relatives à la pénibilité au travail, etc.

\* Voir glossaire page 2

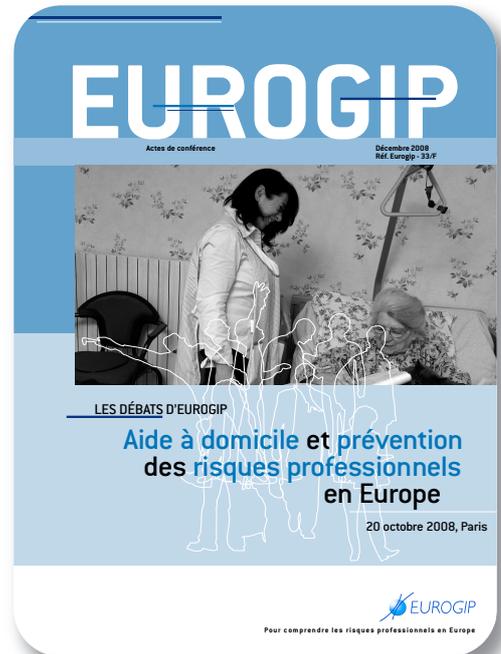


## Les Débats d'EUROGIP consacrés à l'aide à domicile et la prévention des risques professionnels en Europe

La conférence organisée par EUROGIP le 20 octobre 2008 était consacrée à l'aide à domicile et à la prévention des nombreux risques - physiques, chimiques, psychosociaux, routier... - auxquels sont exposés les salariés de ce secteur en pleine expansion en France, mais aussi dans les autres pays. En introduction aux Débats d'EUROGIP, ont été présentés les résultats d'une étude sur le thème des services à la personne réalisée dans huit pays européens pour le compte de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. Ce panorama a permis de rappeler les spécificités de ce secteur d'activité et les particularités liées à chaque pays. Ensuite, Jan Jilek de la Commission européenne a précisé quel était le cadre législatif communautaire applicable. Enfin, des intervenants d'Allemagne, de Belgique, du Danemark et de France ont présenté les actions de prévention mises en œuvre.

\* voir glossaire page 2

Tous les intervenants se sont accordés sur le fait que les différentes actions visant à prévenir les risques professionnels pourraient avoir un autre impact : contribuer à valoriser les métiers du secteur de l'aide à domicile qui reste peu attrayant et pouvoir ainsi répondre à une demande croissante liée au vieillissement de la population et à la recherche d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie familiale. En France, l'association "La vie à domicile" - qui a 25 ans d'existence dans les soins infirmiers aux personnes âgées - travaille avec un ergothérapeute, propose à ses 160 salariés des formations aux premiers secours, un bilan pédicure tous les 2 ans ou une participation une fois par mois à des groupes de parole sur les troubles psychosociaux. Le groupe O2, leader en ménage et garde d'enfants avec 2 300 salariés et 10 000 clients réguliers, a insisté sur l'importance de la formation à laquelle il consacre un important budget. L'objectif est de faire du salarié un acteur de sa santé et sa sécurité. Un livret de sécurité a été diffusé, des focus sur la prévention sont joints régulièrement à la fiche de paie des salariés, et chaque salarié a reçu un téléphone portable pour pouvoir appeler en cas de problème. Au plan national, la CNAMTS\* a voulu faire coïncider ses actions avec la politique économique gouvernementale visant à développer le "gisement" d'emplois que représente ce secteur d'activité en pleine croissance. À ce titre, elle a mis en place une mission nationale pour une politique active de prévention des risques professionnels dans les métiers de l'aide et du soin à domicile. Au Danemark, la municipalité de Copenhague dispose d'une équipe pluridisciplinaire de 24 personnes (kiné, ergothérapeute, médecin, psychologue, anthropologue, consultant organisationnel, ingénieur, technicien, chimiste, architecte, spécialiste en communication) qui vient en aide aux salariés des services à domicile employés de la municipalité. En Belgique, l'Université catholique de Louvain a développé un guide de dépistage



EUROGIP a publié en fin d'année les actes des Débats d'EUROGIP qui reprennent l'essentiel des échanges.

participatif des risques pour le secteur de l'aide à domicile. Le document permet aux salariés et à leur encadrement direct de passer en revue 11 circonstances de travail et d'indiquer pour chacune d'elle "qui peut faire quoi de concret et quand" pour éviter les risques.

L'on retiendra par ailleurs qu'en Belgique les particuliers ont l'obligation de passer par un mandataire et ne sont donc pas employeurs. Une situation qui, aux dires de plusieurs intervenants, contribue à rendre la prévention des risques plus facile.

En Allemagne, l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles du secteur de la santé, la BGW, a développé plusieurs actions en faveur de la prévention des risques des travailleurs des services ambulatoires. En particulier, l'obligation de suivre une formation à la conduite tous les 5 ans ainsi qu'un soutien financier pour l'entretien des véhicules ont donné de bons résultats en matière de prévention du risque routier.

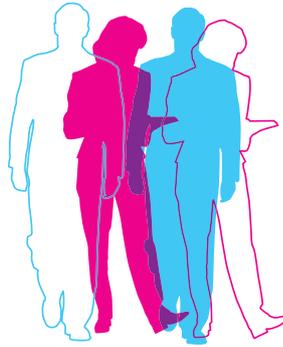
## Les points majeurs de l'année 2008 par activité: LA NORMALISATION

### ▶ La coordination des experts impliqués dans les travaux de normalisation

En fonction des compétences requises, le personnel de la Branche AT-MP (cf. p4) est sollicité pour participer aux travaux d'élaboration des normes européennes ou internationales intéressant le champ de la santé et sécurité au travail. EUROGIP, dans le cadre de sa mission, a ainsi coordonné en 2008 l'activité de 85 experts normalisation répartis selon les entités suivantes :

- CNAMTS\* : 4
- CRAM\* : 30
- INRS\* : 49
- EUROGIP : 2.

Ces experts participent aux travaux de 58 Comités Techniques (TC) européens - 45 TC du Comité européen de normalisation (CEN) et 2 TC du CENELEC - et internationaux



[9 TC de l'ISO et 2 TC de la CEI] et de plus de 178 groupes de travail européens ou internationaux actifs.

Ils suivent les travaux d'élaboration des normes dans les domaines suivants :

- Sécurité des machines
- Engins de chantier, levage, manutention
- Ambiances physiques
- Biologie, chimie, ventilation
- Protection individuelle et collective
- Produits de construction
- Ergonomie.

CEN : Comité européen de normalisation - CENELEC : Comité européen de la normalisation électrotechnique - ISO : Organisation internationale de normalisation - CEI : Commission électrotechnique internationale.

### ▶ Les outils mis à disposition des experts normalisation

"Normabase", accessible via le site Internet d'EUROGIP, est une base de données d'information sur la normalisation relative à la santé et sécurité au travail aux plans international, européen ou français. La partie publique permet d'accéder à l'état d'avancement des projets de normes ainsi qu'aux fiches (réalisées par EUROGIP) qui analysent des normes "machines" du point de vue de la prévention. Une partie privée est réservée aux experts de la Branche AT-MP (cf. p4).

Les données extraites de cette base ont permis la mise à jour annuelle de Partenor et Normavenir diffusés à plus de 250 exemplaires au sein du Réseau des experts normalisation. Partenor répertorie les travaux de normalisation européenne relatifs à l'hygiène et la sécurité auxquels les experts participent. Normavenir recense l'ensemble des projets de normes suivis par ces experts.

<http://www.eurogip.fr/normabase/base-de-ressources.php>

\* Voir glossaire page 2

### ▶ La mise en œuvre des orientations stratégiques normalisation

En 2008, EUROGIP a continué à alerter la CNAMTS et l'INRS\* sur la création de nouveaux groupes de travail ou sur les besoins de remplacement d'experts afin que la Branche AT-MP (cf. p4) soit représentée sur des sujets intéressant la prévention des risques professionnels.

Le groupe "Coordination Normalisation", qui réunit des représentants de la DRP\*, de l'INRS\* et d'une CRAM\*, a préparé la première réunion du Comité de Pilotage Normalisation (créé fin 2007). Il s'est également vu confier le rôle de mise en œuvre des orientations stratégiques pour la normalisation et de force de proposition au Comité de pilotage, notamment pour les arbitrages en matière de participation aux nouveaux travaux de normalisation.

À ce titre, de nouveaux outils de gestion ont été créés, comme de nouveaux formulaires pour les comptes rendus de réunion de normalisation visant à réaliser un rapport plus stratégique ou bien encore la rédaction de notes d'opportunité pour les nouveaux sujets de normalisation.

Enfin, une collecte des informations a été organisée auprès du réseau des experts Normalisation grâce à l'envoi d'une nouvelle fiche de suivi des sujets de normalisation en vue de la réalisation par EUROGIP du premier Rapport sur la normalisation (2009).

## ▶ Le suivi et la coordination des enquêtes

La procédure de consultation interne à la Branche AT-MP sur les projets de normes soumis à enquête a permis d'émettre un avis collectif sur les textes selon la répartition suivante :

- Engins de chantier, levage, manutention : 4
- Sécurité des machines : 5
- Ambiances physiques : 1
- Produits de construction : 6
- Biologie, chimie, ventilation : 6
- Divers : 3

Ces enquêtes ont associé 367 personnes de la Branche AT-MP. Les services de documentation des CRAM et de l'INRS\* ont été destinataires, conformément à leur souhait, de l'ensemble de ces projets de normes, soit une diffusion globale à plus de 792 exemplaires.

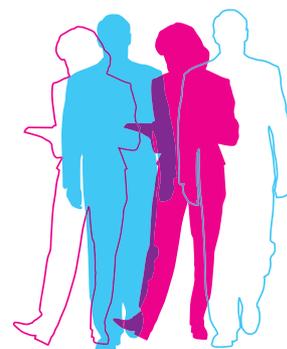
Cette activité de coordination des points de vue des experts prévention est très appréciée des partenaires d'EUROGIP.

## ▶ Le financement de certains travaux

Pour optimiser la participation des experts, EUROGIP finance, depuis 1992, dans quelques domaines précisément définis, les travaux de commissions françaises au sein desquelles s'élabore la position à faire valoir au niveau européen. Dans ce cadre, une convention a été signée en 2008 avec l'Union technique de l'électricité (UTE) et a porté sur des travaux dans le domaine de l'équipement électrique des machines.

Afin de maintenir la présence de la prévention dans les travaux de normalisation "Sécurité des machines", EUROGIP a financé les droits d'inscription annuels de vingt-neuf experts dans vingt commissions de normalisation gérées par l'Union de normalisation de la mécanique (UNM).

Répondant à un souci de rationalisation de la participation financière de la Branche AT-MP au processus normatif, l'année 2008 a été marquée par le passage à un financement individualisé des participations des experts dans les commissions de normalisation françaises. Cette contractualisation s'est substituée au financement traditionnellement apporté sur des thèmes transversaux, tels qu'ergonomie, acoustique, vibrations ou encore suivi de normes A et B machines. Ainsi EUROGIP a-t-il financé les droits d'inscription annuels de quarante-neuf experts dans vingt-sept commissions de normalisation gérées par l'Afnor.



## ▶ Les échanges avec les experts européens

EUROGIP est membre du Comité de pilotage d'Euroshnet, le réseau européen des préventeurs impliqués dans la normalisation, les essais et la certification. Ce réseau a pour objectif de faciliter les échanges entre les experts travaillant au sein des organismes de prévention en vue de dégager des positions communes sur les questions traitées. EUROGIP a notamment contribué à l'organisation à Cracovie (Pologne) en septembre 2008 de la 3e conférence européenne d'Euroshnet sur le thème : "Des produits plus sûrs pour des lieux de travail compétitifs". Lors de cette conférence, 160 experts venus de 22 pays ont pris connaissance de ce qui s'appellera désormais le "Mémoire de Cracovie". Celui-ci propose des pistes d'amélioration des systèmes de normalisation et de certification européens.

Par ailleurs, EUROGIP a contribué à l'amélioration et à l'animation du site [www.euroshnet.org](http://www.euroshnet.org). Il a aussi assuré la coordination et l'animation du forum de ce site consacré aux Questions générales.

## ▶ La coopération avec les utilisateurs

À la demande des organisations syndicales françaises, EUROGIP a participé à trois journées de formation en 2008 visant à intensifier la participation des syndicats dans la normalisation, en tant qu'outil de prévention.

Ces journées ont conduit à la décision de lancer une expérimentation dans la région de Rouen en 2009 portant sur l'organisation du retour d'expérience des salariés utilisateurs de machines.

## Les points majeurs de l'année 2008 par activité: LA COORDINATION DES ORGANISMES NOTIFIÉS

### La Coordination française

Cette activité est définie par des conventions signées avec le ministère chargé du Travail et celui chargé de l'Agriculture. EUROGIP a ainsi pour mission d'animer la Coordination française des organismes notifiés pour appliquer les procédures d'évaluation de la conformité dans les domaines des équipements de protection individuelle (ÉPI, Directive 89/686/CEE modifiée) et des machines et composants de sécurité (Directive 98/37/CE modifiée).

En 2008, EUROGIP a préparé, pour les réunions de la coordination "machines", des documents permettant d'évaluer les conséquences, pour le travail des organismes notifiés, de la nouvelle directive "machines" ainsi que l'adaptation des fiches d'interprétation des règles en fonction des nouvelles exigences de cette directive.

EUROGIP a présenté le Règlement (CE) fixant les prescriptions

relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits, le Règlement (CE) établissant les procédures relatives à l'application de certaines règles techniques nationales à des produits commercialisés légalement dans un autre État membre, ainsi que la Décision relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits. Enfin, EUROGIP a démarré les travaux de révision des fiches d'interprétation des règles et leur mise à jour en fonction des articles du nouveau Code du travail.

À noter que le site Internet d'EUROGIP<sup>[5]</sup> propose des documents utiles aux organismes notifiés et aux différents acteurs de la mise en œuvre des directives ÉPI et Machines, documents qui sont régulièrement mis à jour.

[5] <http://www.eurogip.fr/informations-utiles.php>

### Dans le domaine des équipements de protection individuelle (ÉPI)

EUROGIP a organisé deux réunions de la Commission Générale qui regroupe les 13 organismes notifiés. Ces réunions permettent l'échange d'informations entre ces derniers et le ministère du Travail sur les réunions européennes entre États membres (Groupe de travail et de suivi de la directive ÉPI, Groupe de Coopération administrative). Elles permettent également d'arrêter des positions communes au plan français à faire valoir au niveau européen, notamment sur :

- le cas des ÉPI pouvant être utilisés en atmosphères explosibles ;
- l'attribution de la décision prise dans le cadre du contrôle des ÉPI fabriqués au détenteur de l'attestation d'examen CE de type ;
- la réaffirmation de la double certification suivant les directives équipements de protection individuelle et produits médicaux des produits qui revendiquent la double utilisation ;
- la limitation dans le temps de la durée de validité des attestations d'examen CE de type pour prendre en compte l'évolution des produits et de l'état de l'art décrit dans les normes harmonisées qui sont révisées tous les cinq ans.

EUROGIP a poursuivi sa collaboration avec le SQUALPI, Service du ministère de l'Industrie concerné par la transposition de la directive pour les ÉPI destinés à la pratique sportive et de loisirs et a été destinataire du projet de décret qui remplacera le texte actuel et qui clarifiera notamment son champ d'application et les produits couverts. Le texte, transmis en fin d'année à la Commission de la sécurité des consommateurs (CSC), devrait être publié en 2009.

## Dans le domaine des machines et composants de sécurité

EUROGIP a organisé neuf réunions (de la Commission Générale machines et des groupes sectoriels). Ces réunions ont pour objet de résoudre les problèmes techniques souvent complexes qui subsistent dans ce domaine, d'intégrer les travaux normatifs et de préparer les positions à défendre au plan européen.

La révision des fiches rendues obsolètes ou inutiles par la publication de normes harmonisées donnant présomption de conformité aux exigences de la directive a été poursuivie. Des travaux ont été entrepris pour évaluer l'impact, sur l'activité de certification réglementaire, de la nouvelle directive "machines" qui remplacera la directive actuelle fin 2009 ; ces modifications concernent principalement les exigences essentielles de santé et de sécurité ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité et notamment l'annexe X qui décrit une nouvelle procédure : l'Assurance qualité complète.

Directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte)



### ▶ L'activité de certification des organismes

EUROGIP a continué à collecter les attestations d'examen CE de type délivrées par les organismes notifiés. Le Groupement a également maintenu et géré les bases de données correspondantes qui constituent des outils uniques en Europe.

### ▶ La participation à la Coordination européenne

Dans le domaine des équipements de protection individuelle, EUROGIP a participé à l'élaboration d'un modèle de rapport d'expertise pour le contrôle suivant l'article 11A, à l'adoption d'une fiche décrivant les différentes solutions à respecter dans le cadre du prélèvement pour échantillonnage des ÉPI, ainsi qu'à l'élaboration d'un modèle de document utilisé dans le cadre de la surveillance à exercer suivant l'article 11B.

Dans le domaine des machines, EUROGIP a traduit les projets des fiches "Recommendation for Use sheets" relatifs à l'annexe X de la future directive "machines" et a contribué à l'enrichissement de ces fiches qui devraient permettre une application harmonisée de la nouvelle procédure d'évaluation de la conformité : Assurance qualité complète et servir de base à un programme d'accréditation.

## EUROGIP in short

### The occupational injuries Branch of the Social Security system

This Branch manages legal insurance against accidents at work, commuting accidents and occupational diseases for employees under the general Social Security system (industry, trade and services). It implements occupational risk prevention policy.

The Branch comprises:

- the Occupational Risks Department (DRP) of the National Health Insurance Fund for Employees (CNAMTS),
- the Prevention and Risk-rating Departments of the Regional Health Insurance Funds (CRAM) and the Overseas Health Insurance Funds (CGSS),
- the National Research and Safety Institute (INRS),
- the Occupational Injuries Benefits Departments of the Local Health Insurance Funds (CPAM) and the CGSS,
- the Medical Department at the National, Regional and Local level (DSM, ERSM, ELSM, respectively),
- EUROGIP.

### Mission

To organize, coordinate and develop at the European level the actions of the Occupational Injuries Branch (see next) of the French Social Security system

### Status

Public interest grouping (GIP) between CNAMTS and INRS

### Creation

November 1991 - 10-year mandate renewed in September 2001.

### Administration

Equi-representational board consisting of 10 incumbent members representing the employers and employees (6 are appointed by CNAMTS and 4 by INRS)

### Staff

13 employees

### Resources

70% come from the National Fund for the Prevention of Occupational Injuries (financed by the occupational health and safety insurance contributions of companies and managed by CNAMTS)

30% come from contracts signed with the French authorities and the Community authorities



## A word from the Managing Director

“Updating and enriching knowledge of occupational injury prevention initiatives and insurance systems in Europe is a constant goal of EUROGIP.

A notable event in 2008 was the publication of a much-awaited report on occupational diseases in Europe, the result of extensive work carried out with the support of the European Forum of the insurance against accidents at work and occupational diseases. It presents an overview of the trend in occupational diseases in Europe, which has been moving steadily upward for several years now, and of the reforms that have been made by our European neighbours.

At the same time, EUROGIP investigated new issues related to changes in the working world, which represent major challenges for occupational injury prevention. An example of this is growth in service jobs, which generate numerous occupational risks. The specific theme of personal assistance, for example, was a focus of the 2008 EUROGIP Discussions and will be covered by a report in the coming months.

New areas of comparative research, as yet little exploited, were also initiated, such as “accidents at work and occupational diseases” statistics in EU countries, with the creation of a new collection entitled “Statistical review of occupational injuries”. Work of a more technical nature was carried out on the statistical coding of accidents at work in light of European regulation concerning this subject.

In addition to research and survey reports, EUROGIP confirmed its involvement in public relations on the European level and in management of projects bringing together partners from various countries, which are one of the main features of its activity. This was reflected by the signature of two contracts linking it with the European Commission and the European Agency in Bilbao.”

Raphaël Haeflinger

## The team

From left to right  
Standing:

**Nassira Aounallah**  
**Isaure Poussielgue**  
**Catherine Lecoanet**  
**Gilbert Bienveignant**  
**Viviane Dubois**  
**Jean-Loup Wannepain**  
**Marie-Amélie Buffet**  
**Christine Kieffer**  
**Raphaël Haeflinger**  
**Christèle Hubert**

Sitting in the foreground:

**Virginie Pluot**  
**Isabelle Leleu**  
**Marja-Leena Porsanger** is  
missing on the photo.



## EUROGIP activities

### Surveys

EUROGIP performs comparative surveys on occupational risks in Europe at the request of its founding members - the CNAMTS\* and INRS\* - and within the framework of the European Forum of Insurances Against Accidents at Work and Occupational Diseases<sup>[1]</sup>

### Projects

EUROGIP takes part in projects of Community interest coming within its field of competence: occupational risk insurance and prevention in Europe.

### Information and communication

Website, publications, conferences... Via various media, EUROGIP helps to improve understanding of the various programmes carried out at the Community level and in EU countries with regard to occupational risk prevention and insurance\*.

### Standardisation

EUROGIP coordinates the work in which the experts of the Occupational Injuries Branch (see p. 4) take part in the preparation of European and international standards relating to occupational health and safety.

### Coordination of notified bodies

Under the authority of the French Ministries of Labour and Agriculture, EUROGIP acts as secretariat for the French Coordinations of Notified Bodies for the regulatory certification of personal protective equipment and machinery.

[1] The European Forum, founded in 1992, has the goal of promoting the principle of a specific insurance system for occupational injuries and diseases. It now has 21 member organisations from 18 countries: Germany, Austria, Belgium, Denmark, Spain, Finland, France, Greece, Italy, Latvia, Luxembourg, Norway, Poland, Portugal, Romania, Russia, Sweden and Switzerland. To find out more, go to: [www.europeanforum.org](http://www.europeanforum.org)

\* See glossary page 2

To find out more:  
[www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)

## Highlights of 2008 by activity: SURVEYS

### ▶ Publication of the report on “Occupational diseases in Europe: 1990-2006 statistics and legal news”

This is the eighth report published by EUROGIP on the subject of occupational diseases in Europe. This new study, carried out in cooperation with a group of experts - doctors and legal experts - from the European Forum of Insurances Against Accidents at Work and Occupational Diseases (see note p. 6), completes and updates the data published in 2002. It covers 13 countries: Germany, Austria, Belgium, Denmark, Spain, Finland, France, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Portugal, Sweden and Switzerland. It reviews the statistics relating to reported and recognised diseases, and the recent reforms and significant regulatory changes that have taken place since 2002. Regarding the statistics, the comparative approach makes it possible to measure, for a given year (2006), the incidence of occupational diseases in all the countries covered, for a comparable insured population. The second - evolutionary - approach makes it possible to assess the trends in each country between 1990 and 2006. The study then investigates the most frequent types of diseases in the countries covered.

The study shows that Denmark, France and Sweden are the countries in which the greatest number of occupational diseases were the subject of a claim for recognition in 2006.

Conversely, the fewest claims are in Luxembourg and Portugal. The chief factors influencing the number of claims for recognition registered are knowledge of the system by doctors and the general public, and also the attractiveness of the procedure for the victim.

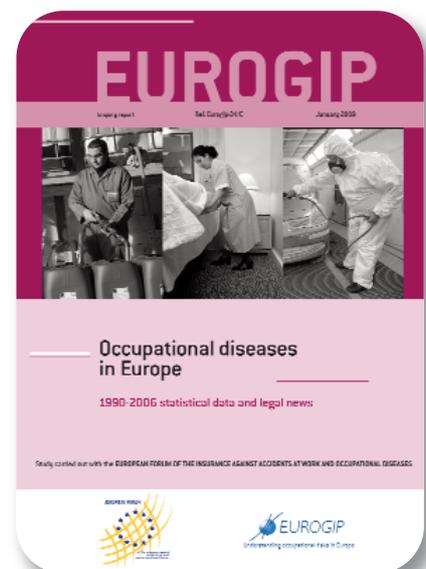
As regards recognised cases, most are recognised under the national lists of occupational diseases, which differ greatly from one country to another. There is a wide gap between countries such as France and Sweden, which recognise the most occupational diseases, and those such as Luxembourg, Italy, Germany and Austria which recognise the fewest.

Considering the pattern of claims for recognition and recognised cases between 2002 and 2006, the countries were able to be classified in three groups. The first group comprises Germany, Belgium, Finland and Switzerland, which posted a downward trend. The explanation given for this is that traditional work-related risks are fewer and fewer.

The second group is characterised by a certain stability: Austria, Denmark, Italy and Sweden.

Finally, the third group shows an upward trend: Spain, France, Luxembourg and Portugal. This trend can be explained by the obvious impact of the content of the lists of occupational diseases and of recognition practices, and in particular by the “generous” recognition of musculoskeletal disorders (MSD) in these countries.

The study shows that the most frequent occupational diseases in 2006 are often the same from one country to another, even though their ranks may differ. There is one exception, though, MSD, which account for 85% of recognised cases of occupational diseases in Spain and 80% in France. In

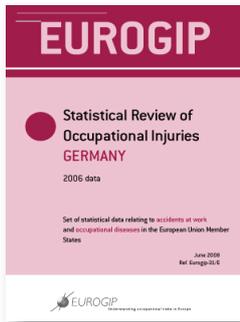


Germany and Austria, on the other hand, they are not mentioned among the most frequent occupational diseases. Deafness and hearing loss also appear among the five most frequent complaints in all the countries covered by the study. Skin diseases are mentioned by all the countries. Finally, asbestos-related diseases are mentioned among the five most frequent diseases by only three countries: Germany, Belgium and France. But in some countries these diseases can be found under more generic statistical codes such as “diseases of the respiratory tracts”.

“Occupational diseases in Europe: 1990-2006 statistics and legal news” - January 2009 - 56 pages - Ref Eurogip-34/E, to order on [www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)

“Occupational diseases in 15 European countries: Figures for 1990-2000 - Legal and practical news 1999-2000” - December 2002 - 52 pages - Ref Eurogip-01/E, to order on [www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)

## ▶ A new collection: "Statistical review of occupational injuries"



In 2008, EUROGIP launched a new collection, the "Statistical review of occupational injuries", which presents the main statistical data available concerning accidents at work, commuting accidents and occupational diseases in EU countries. The first three issues published in 2008 covered Germany, Italy and Spain.

EUROGIP exploits the countries' official data, putting them in perspective based on its knowledge of the occupational injury and disease insurance system in force.

The data undergo no reprocessing. The

comments do not aim to look for explanatory factors for the figures presented, but merely to describe the underlying characteristics of the system, to allow the reader to analyse them better.

For the first document, devoted to Germany, an exceptional paper edition was produced; 400 copies were circulated within the Occupational Injuries Branch and to EUROGIP's European partners. The "Statistical reviews of occupational injuries" are online at [www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)

## ▶ Statistical assessment of the "machinery" risk

How has the "machinery" risk evolved following implementation of the directives on "design of machinery" (98/37/EC) and "use of work equipment" (89/655/EEC)? This is the question examined by EUROGIP at the request of the French national research and safety institute INRS\*. EUROGIP analysed the types of occupational injuries related to machinery and the studies carried out on this subject.

This showed that the number of occupational injuries related to machinery has declined on the whole - in absolute value and proportionally - on a long-term basis, following the general trend to a fall in the occupational accident rate\*. However, this accident rate has plateaued for some years now. Accidents involving machinery remain relatively numerous. But it is hard to obtain precise figures, because occupational injury reports do not always take the factual circumstances into account for coding.

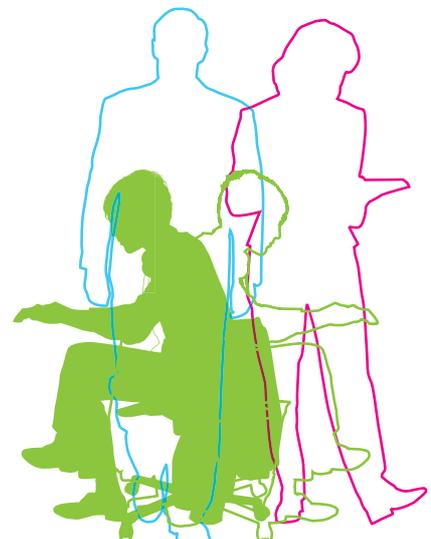
As regards the directives, their favourable effect on the emergence of a culture of safety at work and on the conditions of replacement or upgrading of the installed machinery base is generally accepted. However, this beneficial effect cannot be quantified precisely. The results were circulated on a restricted basis.

\* see glossary page 2

## ▶ Tracking of occupational exposure

EUROGIP was called on by the occupational health and safety commission ("CAT-MP")\* to collect information on foreign occupational exposure tracking systems. A memo was presented to the "CAT-MP" and forwarded to the Inspectorate General of Social Affairs (IGAS), responsible for producing a report on the question.

EUROGIP's research showed that most of the countries observed are establishing more or less successful systems for tracking occupational exposure focusing chiefly on work stations or exposure to such or such a substance or product. These systems therefore generally target a particular aspect of exposure and are based on sampling. Approaches such as the standardisation of information feedback, mixing of data sources and the creation of interfaces, to obtain more robust systems for follow-up of occupational exposure, are also mentioned. The EUROGIP memo mentions incidentally systems for observation of health and safety at work established in some countries with a view to working out predictive models of exposure and well-being at work, by cross-checking various sources (surveys, databases, reports, accident rate statistics, etc.).





## Thematic reports posted online on the EUROGIP website

### Employment and occupational health of senior citizens in Europe

This document presents an overview of the employment of senior citizens in Europe and reviews the general policies designed to improve their occupational opportunities: restrictive policies, incentive policies and policies designed to promote a more positive view of elderly workers. The EUROGIP report outlines the measures taken in the various countries to increase the senior citizen employment rate, such as the improvement of working conditions, the promotion of occupational health and a healthy life style, training and recognition of experience. It also includes a statistical section.

[http://www.eurogip.fr/docs/Eurogip-32\\_F\\_Emploi\\_seniors.pdf](http://www.eurogip.fr/docs/Eurogip-32_F_Emploi_seniors.pdf)

### "Emerging" occupational risks in Europe

The expression "emerging occupational risk" is frequently used without being explained. At the request of the CNAMTS\*, EUROGIP has established a classification of emerging risks and their handling by the OH&S organisations of the EU Member States. The EUROGIP report, based on extensive documentation and the replies to a questionnaire sent to the counterparts of the CNAMTS and the INRS\* and to the social partners in Europe, covers the main emerging risk factors: changes in work performance, new technologies and the development of sectors of activity, the advent of new jobs, and demographic changes. Part Two discusses the evolution of occupational health and safety policies.

[http://www.eurogip.fr/docs/Risques\\_emergents\\_Eurogip-16-F.pdf](http://www.eurogip.fr/docs/Risques_emergents_Eurogip-16-F.pdf)

### Work-related skin diseases of allergic origin in the healthcare sector

At the request of the INRS\*, EUROGIP presented a paper on the situation regarding work-related skin complaints in the healthcare sector in fifteen EU member countries at a meeting of the Health Committee of the International Social Security Association (ISSA). This overview was presented as a thematic report, available on the EUROGIP website, which briefly describes work-related skin diseases, assesses their impact in statistical terms and examines the prevention principles adopted in the healthcare sector.

[http://www.eurogip.fr/docs/Dermatoses\\_EUROGIP-37-F.pdf](http://www.eurogip.fr/docs/Dermatoses_EUROGIP-37-F.pdf)

### Changes introduced by the revised "Machinery" directive

EUROGIP provided financial support for the publication of the French version of a work co-edited by ETUI-REHS\* and the KAN\* on the changes resulting from revision of the "Machinery" directive. The PDF version can be downloaded from the EUROGIP site.

[http://www.kan.de/uploads/tx\\_kekandocs/Beri40e.pdf](http://www.kan.de/uploads/tx_kekandocs/Beri40e.pdf)

## Surveys initiated in 2008

### Occupational health and safety in the domestic help sector in Europe

At the request of the DRP\* and INRS\*, EUROGIP has undertaken documentary research on this subject. A report will be published in 2009. The documentation compiled has already been made available to the coordinated national study on "Personal assistance and healthcare" conducted by CRAM\* Languedoc-Roussillon.

### Road risk incurred by employees in Europe

In 2003, EUROGIP published a report on this risk, which remains worrying. Road accidents account for 40% to 60% of fatal occupational and commuting injuries. It was considered a good idea to produce a new review of the existing situation six years after the first report. Since 2003, there has clearly been growing awareness of the seriousness of the subject, and the number of initiatives is increasing. The organisations responsible for occupational risk prevention, with various associations, are increasingly active faced with this risk. A large number of enterprises are conducting specific road safety initiatives.

\* See glossary page 2

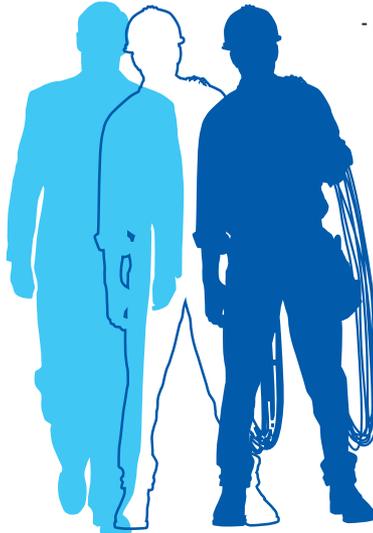
## Highlights of 2008 by activity: PROJECTS



### Production of a Good Practice Guide for improved understanding and application of the “temporary and mobile construction sites” directive

At the end of 2007, EUROGIP was selected by the European Commission (Directorate General of Employment, Social Affairs & Equal Opportunities) for the preparation of a non-binding Good Practice Guide aimed at an improved understanding and application of the “temporary and mobile construction sites” directive. The document is intended for the various players in the construction sector concerned by the 92/57/EEC directive. It should enable them to:

- understand the responsibilities and roles of each player, as provided for by the directive;
- prepare the various compulsory documents required on a construction site such as prior notice, the safety and health plan or again the monitoring file;
- realise the importance of risk prevention and apply it as of the project design stage, and then during project performance;
- manage situations of cascade subcontracting and concurrent



work on site while ensuring optimum working conditions for the employees;

- assess risks;
- choose the appropriate work equipment according to the work to be performed, but also good personal protective equipment in case the collective measures were not adequate.

To draw up the Good Practice Guide, EUROGIP has formed a team of specialists on the subject, with one French specialist (CRAMIF), one English (ex HSE), one German (BAU BG) and one Portuguese (IST). An initial version of the guide was submitted to the European Commission and the Monitoring Committee in September.

In 2009, it is planned to organise a test of the finalised version of the guide on three construction sites of different sizes in three European countries. The final version of the guide

is to be submitted to the European Commission in September 2009.



### Thinking on the statistical coding of occupational injuries

In February 2007, the European Commission filed a draft regulation aimed at establishing a legal framework for the systematic production of statistics in the fields of public health and occupational health and safety. The text was enacted at the end of December 2008. All the EU Member States will therefore have to provide the Statistical Office of the European Communities, Eurostat, with harmonised statistics in accordance with the ESAW methodology (for occupational injuries) and the EODS methodology (occupational diseases). For France, this implies the coming implementation of phase III of ESAW, covering the causes and circumstances of occupational injuries\*. However, each Member State can choose to work either on a

representative sample - this is the option chosen by Germany, for 10% (percentage recently revised downward) of injuries - or on all recognised occupational injuries with more than 3 days' sick leave, as in Italy. Before taking one direction or another, the Occupational Risks Department of the CNAMTS\* called on EUROGIP to perform benchmarking of the options chosen by various countries and the reasons for their choice. This benchmarking covered Germany, Belgium, Spain, Finland, Italy and Sweden.

Regulation (ec) no 1338/2008 of the European Parliament and of the Council of 16 December 2008 published in the Official Journal of the European Union L 354/70 of 31.12.2008

\* See glossary page 2



## Participation in the “Working Environment” Topic Centre of the European Agency for Safety and Health at Work

EUROGIP has taken part in the work of the “Working Environment” Topic Centre of the European Agency for Safety and Health at Work (Bilbao) since it was set up in 2001. The Topic Centre is a consortium of organisations from European countries which is responsible for collecting, assessing and disseminating information on good health and safety practices existing in EU countries.

Within the framework of the 2008-2009 activity programme of the European Agency, the main theme of which was risk assessment and risk prevention for workers in the maintenance sector, EUROGIP has taken part in six projects. This mainly involved drawing up case studies of various

aspects of risk prevention for workers in the maintenance sector and prevention of musculoskeletal disorders (MSD), and collecting Web links to enrich the European Agency's website.

Most of the work started in 2008 is continuing, and will be completed at the end of the first quarter of 2009.

Moreover, the Topic Centre was reaching the end of its mandate. Accordingly, the European Agency initiated a new invitation to tender in May 2008. The consortium formed and led by the Finnish Institute of Occupational Health (FIOH), with which EUROGIP is associated, won this invitation to tender in November 2008 and signed a contract for the coming four years.

## End of the “Tunisia” project

2008 marked the administrative end of light twinning cooperation between France and Tunisia (designed to enhance the institutional capabilities of the Occupational Health and Safety Institute) and in particular extensive formatting work on activity reports and the financial report. This work kept several people at EUROGIP busy until March 2008, for the contractual audit of the financial section leading to certification of the accounts.



## Highlights of 2008 by activity: INFORMATION AND COMMUNICATION



### EUROGIP infos



This quarterly review of occupational risks in Europe describes the legislation and initiatives in progress or undergoing preparation in this area, at the level of the Community bodies and the EU Member States.

The special reports ("general issues" section) in the issues of the review published in 2008 covered the following subjects:

- Early retirement due to asbestos: a review of Italy, the other European country that has established such a

system;

- A conference on the prevention of and compensation for work-related mental disorders in Europe;
- The results of a new study on occupational diseases in Europe;
- Belgium: a national strategy and a Royal Order to bolster occupational health and safety.

Each of these special reports can be downloaded free of charge on the EUROGIP website.

The publication has been printed in 4600 copies, a very great majority of which are circulated free of charge to the social partners (members of the CTN and CTR\*) and to the personnel of the Occupational Injuries Branch (see p. 4).

Subscription from [www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)



### Promotion of EUROGIP and its activities

- At the request of the General Confederation of Labour in Italy, EUROGIP presented the results of the survey on occupational diseases in Europe at a congress of industrial doctors.
- EUROGIP contributed to courses for certification of safety inspectors and consulting engineers of the regional health insurance funds (CRAM)\* and to courses for newly hired staff of the INRS\*.
- In 2008, the Group was called on by the École nationale supérieure de Sécurité sociale (EN3S: higher national school for social security training) to supervise an initial training session concerning occupational health and safety\* in Europe, and in particular describe the systems existing in the countries in which the students had attended courses, and to present an overview of occupational injury and disease insurance in EU-15 countries.



### The EUROGIP newsletters

#### EUROGIP infoMail

This bilingual monthly newsletter (in French and English) is available free of charge, on subscription, from the EUROGIP website. It has seen constant growth in the number of subscribers since its launch at the end of 2002, with around 2,000 readers in December 2008. EUROGIP InfoMail presents news relating to legislation in the area of occupational health and safety, new publications, programmes, campaigns and strategies. Statistical data and news on standardisation and coming events are also contained in most issues.

#### EUROGIP les Echos

This quarterly institutional newsletter is available, on subscription, free of charge from the EUROGIP website. It reviews the group's activities, focusing on one of them through an interview of the style "Three questions to" a EUROGIP staff member. At the end of 2008, the newsletter had 400 subscribers.

Subscribe to Eurogip InfoMail and Eurogip Echos :  
<http://www.eurogip.fr/inscription-newsletter.php>



### Press relations

EUROGIP communicates regularly with the specialist press.

Accordingly, several articles mentioned the EUROGIP Discussions of 20 October on domestic help and occupational risk prevention in Europe or announced new publications. More generally, articles mentioned the publication of the 2007 Annual Report, referred to EUROGIP as a source of information on occupational risks in Europe, or mentioned the Group in articles on the Occupational Injuries Branch and on negotiations regarding painful working conditions, etc.

\* See glossary page 2

## EUROGIP Discussions on domestic help and occupational risk prevention in Europe

The conference held by EUROGIP on 20 October 2008 was devoted to domestic help and prevention of the numerous risks - physical, chemical, psychosocial, road risks, etc. - to which employees are exposed in this sector that is expanding rapidly in France and elsewhere. An introductory presentation was made of the results of a study on personal services carried out in eight European countries on behalf of the European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions. This overview summarised the specific features of this sector of activity and the peculiarities of each country. Jan Jilek of the European Commission then clarified the applicable Community legislative framework. Finally, speakers from Germany, Belgium, Denmark and France outlined the occupational health and safety measures implemented.

\* See glossary page 2

All the participants agreed that the various measures to prevent occupational risks could have a spin-off effect, by helping to enhance recognition of jobs in the domestic help sector, which remains relatively unattractive, and thus be able to meet a demand that is growing due to population ageing and the search for a better balance between working life and family life.

In France, the association "La vie à domicile", which for 25 years has provided nursing care for elderly people at home, works with an occupational therapist, and offers its 160 employees training in first aid, a chiroprapist checkup every two years and participation once a month in talk groups on psychosocial disorders.

The O2 group, a leader in housekeeping and childminding with 2,300 employees and 10,000 regular clients, emphasised the importance of training, to which it devotes a large budget. The goal is to have employees play an active role in their health and safety. A safety booklet has been circulated, focus sheets on occupational health and safety are regularly enclosed with the employees' pay slips, and each employee has received a mobile phone to be able to call in the event of problems. At the national level, the French national health insurance fund for employees (CNAMTS)\* has taken initiatives in line with the government's economic policy of developing the employment "resource" represented by this rapidly growing sector of activity. It has, for example, established a national task force for an active policy of occupational risk prevention in domestic help and home healthcare jobs.

In Denmark, the Copenhagen city council has a multi-disciplinary team of 24 people (physiotherapist, occupational therapist, doctor, psychologist, anthropologist, organisational consultant, engineer, technician, chemist, architect, communications specialist) which provides aid to domestic service workers employed by the council.



**At year-end, EUROGIP published the proceedings of the EUROGIP Discussions, which present most of the discussions.**

In Belgium, the Catholic University of Louvain has developed a participative risk detection guide for the domestic help sector. The document allows employees and their direct supervisory staff to review 11 work situations and to indicate for each of them "who can take what pragmatic action and when" to prevent risks.

Note, too, that in Belgium private individuals are obliged to hire staff via an agent and are therefore not employers. According to several participants, this situation helps to make risk prevention easier.

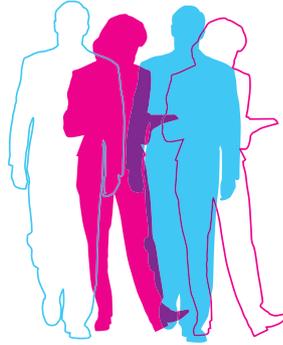
In Germany, the occupational injury and disease insurance organisation for the healthcare sector, BGW, has carried out several initiatives to promote risk prevention for workers in ambulatory wards. In particular, the obligation to follow a training course in driving every five years, and financial support for vehicle maintenance, have given good results in the area of road risk prevention.

## Highlights of 2008 by activity: STANDARDISATION

### ▶ Coordination of experts involved in standardisation work

Depending on the required competencies, the staff of the Occupational Injuries Branch (see p. 4) may be called on to take part in work for the preparation of European or international standards concerning the field of occupational health and safety. As part of this role, for example, in 2008 EUROGIP coordinated the activity of 85 standardisation experts in the following entities:

- CNAMTS\*: 4
- CRAM\*: 30
- INRS\*: 49
- EUROGIP: 2.



committees (9 TCs of ISO and 2 TCs of the IEC), and more than 178 active European and international working groups.

They supervise the work of preparing standards in the following fields:

- Safety of Machinery
- Construction machinery, lifting and handling machinery;
- Physical environments
- Biology, chemistry, ventilation
- Personal and collective protection
- Building products
- Ergonomics.

These experts take part in the work of 58 European Technical Committees (45 TCs of the European Committee for Standardization (CEN) and 2 TCs of CENELEC) and international

CEN: European Committee for Standardization - CENELEC: European Committee for Electrotechnical Standardization - ISO: International Organization for Standardization - IEC: International Electrotechnical Commission.

### ▶ Tools made available to the standardisation experts

“Normabase”, accessible via the EUROGIP website, is a database of information relating to occupational health and safety standardisation on the international, European and French levels. The public section allows access to the state of progress on draft standards and sheets (produced by EUROGIP) analysing the “machinery” standards from the prevention viewpoint. A private section is reserved for the experts of the Occupational Injuries Branch (see p. 4).

Data retrieved from this database have enabled annual updating of Partenor and Normavenir, of which more than 250 copies are circulated in the Network of the standardisation experts. Partenor lists the European standardisation work on health and safety in which the experts take part. Normavenir lists all the draft standards followed up by these experts.

### ▶ Implementation of the strategic standardisation guidelines

In 2008, EUROGIP continued to alert the CNAMTS and INRS\* concerning the creation of new working groups and the needs for replacement of experts so that the Occupational Injuries Branch (see p. 4) may be represented on subjects relating to occupational risk prevention.

The “Standardisation Coordination” group, which brings together representatives of the DRP\*, the INRS\* and a CRAM\*, prepared the first meeting of the Standardisation Steering Committee (created at the end of 2007). It was also entrusted the role of implementing the strategic guidelines for standardisation and making proposals to the Steering Committee, in particular for making choices regarding participation in new standardisation work.

For this purpose, new management tools have been created, such as new forms for the minutes of standardisation meetings with a view to performing more strategic reporting, and the writing of advisability memos for new standardisation subjects.

Finally, the collection of information from the Network of standardisation experts was organised by sending a new follow-up sheet on standardisation subjects with a view to EUROGIP’s production of the first Report on Standardisation (2009).

\* See glossary page 2



## Supervision and coordination of enquiries

The procedure of internal consultation in the Occupational Injuries Branch on draft standards undergoing investigation enabled a collective opinion to be expressed on the documents in accordance with the following breakdown:

- Construction machinery, lifting and handling machinery: 4
- Safety of Machinery: 5
- Physical environments: 1
- Building products: 6
- Biology, chemistry, ventilation: 6
- Miscellaneous: 3

These investigations involved 367 people in the OH&S Network. As they had requested, the documentation departments of the regional health insurance funds (CRAM) and the INRS\* received all these draft standards, which represents a total circulation of more than 792 copies.

This activity of coordination of the viewpoints of the OH&S experts is greatly appreciated by EUROGIP's partners.



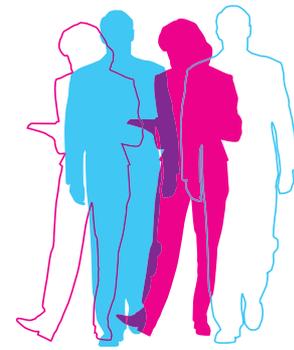
## Financing of certain work

To optimise the experts' contribution, EUROGIP has, since 1992, financed in a few precisely defined areas the work of the French commissions in which the position to be put forward at the European or international level is worked out. In this framework, an agreement was signed in 2008 with the electrical engineering industry association UTE concerning work in the field of electrical equipment for machinery.

To maintain an OH&S presence in standardisation work on the "Safety of Machinery", EUROGIP has paid the annual membership rights of twenty-nine experts in twenty standardisation committees run by French mechanical engineering standardisation association UNM.

With a view to rationalisation of the financial contribution of the Occupational Injuries Branch to the standardisation process, there was a switchover in 2008 to personalised funding of experts' participation in French standardisation committees. This contractualisation replaced the funding traditionally provided for cross-cutting issues, such as ergonomics, acoustics, vibrations and follow-up of machinery A and B standards. EUROGIP accordingly funded the annual membership rights of forty-nine experts in twenty-seven standardisation committees managed by French standardisation association AFNOR.

\* See glossary page 2



## Exchanges with European experts

EUROGIP is a member of the Steering Committee of Euroshnet, the European network of OH&S experts involved in standardisation, tests and certification. The aim of this network is to facilitate exchanges between experts working in OH&S organisations in order to determine joint positions on the issues dealt with. EUROGIP contributed, in particular, to the organisation of Euroshnet's third European conference, held in Cracow (Poland) in September 2008, on the theme of: "Safer products for competitive workplaces". At this conference, 160 experts from 22 countries were informed of what will now be called the "Cracow Memorandum". This memorandum proposes ways to improve European standardisation and certification systems.

EUROGIP contributed to the improvement and animation of the Euroshnet website ([www.euroshnet.org](http://www.euroshnet.org)). It also provided coordination and animation of the forum on this website devoted to General Issues.



## Cooperation with users

At the request of the French trade union organisations, EUROGIP took part in three days of inter-union training in 2008 designed to step up the trade unions' participation in standardisation as an occupational health and safety tool.

These days led to the decision to launch an experiment in the Rouen region in 2009 concerning the organisation of experience feedback for employees using machinery.

## Highlights of 2008 by activity: COORDINATION OF NOTIFIED BODIES



### The French Coordination

This activity is defined by agreements signed with the Ministries of Labour and Agriculture. EUROGIP's role is accordingly to manage the French Coordination of notified bodies for application of the procedures for assessment of conformity in the fields of personal protective equipment (PPE, Directive 89/686/EEC as amended) and machinery and safety components (Directive 98/37/EC as amended).

In 2008, for the "Machinery" coordination meetings, EUROGIP prepared documents to evaluate the consequences of the new "Machinery" directive for the work of the notified bodies, and adaptation of the rule interpretation sheets based on the new requirements of this directive.

EUROGIP presented the Regulation (EC) stipulating the requirements relating to accreditation and market surveillance for the

sale of products, the Regulation (EC) establishing the procedures for application of certain national technical rules to products sold legally in another Member State, and the Decision relating to a common framework for the sale of products.

Finally, EUROGIP started work on revision of the rule interpretation sheets and their updating based on the articles of the new labour code.

Note that the EUROGIP website proposes useful documents for notified bodies and the various players involved in implementation of the PPE and Machinery directives, documents that are regularly updated.

To find out useful documents: <http://www.eurogip.fr/informations-utiles.php>

### In the field of personal protective equipment (PPE)

EUROGIP organised two meetings of the General Committee which brings together the 13 notified bodies. These meetings allow the exchange of information between these bodies and the Ministry of Labour concerning European meetings between Member States (Working group for follow-up of the PPE directive, Administrative Cooperation Group). They also make it possible to determine on the French level the joint positions to be put forward at the European level, especially regarding:

- the case of PPE that can be used in explosible atmospheres;
- assignment of the decision taken within the framework of monitoring of manufactured PPE to the holder of the EC type examination certificate;
- reassertion of double certification, in accordance with the personal protective equipment and medical product directives, for products that claim double use;
- limitation of the period of validity of EC type examination certificates in time to allow for changes in the products and in the state of the art described in the Harmonised Standards that are revised every five years.

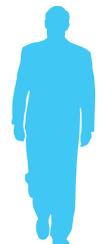
EUROGIP continued its collaboration with SQUALPI, the department of the French Ministry of Industry involved with the transposition of the directive for PPE intended for the practice of sports and leisure activities, and was a recipient of the draft decree which will replace the current text and will in particular clarify its scope of application and the products covered. The text, sent at the end of the year to the Consumer Safety Commission (CSC), is due to be published in 2009.

## In the area of machinery and safety components

EUROGIP organised nine meetings (of the General Committee on machinery and the sector groups). The purpose of these meetings is to solve the often complex technical problems still existing in this area, to incorporate the standardisation work and to prepare the positions to be defended on the European level.

Revision work was continued on sheets rendered obsolete or unnecessary by the publication of harmonised standards giving a presumption of conformity with the requirements of the directive. Work was undertaken to assess the impact on regulatory certification activity of the new “Machinery” directive which will replace the current directive at the end of 2009; these changes chiefly concern the essential health and safety requirements and the conformity assessment procedures, and in particular Annex X which describes a new procedure: Full Quality Assurance.

Directive 2006/42/EC of the European Parliament and of the Council of 17 May 2006 on Machinery, and amending Directive 95/16/EC (recast)



### ▶ Certification activity of the bodies

EUROGIP continued to collect the EC type examination certificates issued by the notified bodies. The Group also maintained and managed the corresponding databases which are tools that are unique in Europe.

### ▶ PARTICIPATION IN EUROPEAN COORDINATION

In the field of personal protective equipment, EUROGIP took part in working out a model appraisal report for inspection in accordance with Article 11A, in the adoption of a sheet describing the various techniques to be complied with for sampling of PPE, and in working out the model document used within the framework of surveillance to be performed in accordance with Article 11B.

In the field of machinery, EUROGIP translated the draft “Recommendation for Use sheets” relating to Annex X of the future Machinery Directive and contributed to the enrichment of these sheets which should enable harmonised application of the new conformity assessment procedure known as Full Quality Assurance and provide a basis for an accreditation programme.



**eurogip**

**Comprendre les risques professionnels en Europe  
Understanding occupational risks in Europe**

**55 rue de la Fédération - F-75015 Paris**

**Tel. +33 (0)1 40 56 30 40 - Fax +33 (0)1 40 56 36 66**

**[www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)**